

FÉDÉRATION NATIONALE DES SYNDICATS (*FRACTION GUESDISTE*)

SEPTIÈME CONGRÈS DE TROYES (du 13 au 17 septembre 1895)

Les guesdistes avaient tenu leur Congrès politique à Romilly, près de Troyes, leur Congrès syndical fut réuni à Troyes quelques jours après.

Cent délégués environ s'y trouvèrent, représentant trois cents syndicats.

Le Congrès par lui-même fut sans grande importance. On y discuta cependant une question intéressante: le programme agricole du parti.

Une proposition faite par un délégué de Lyon, tendant à la fusion de la Fédération nationale et de la Fédération des Bourses, ne fut pas prise en considération. Le Congrès estimait en effet que les Syndicats et les Bourses du Travail répondaient à deux buts différents et que, si les deux Fédérations avaient une action parallèle, il fallait néanmoins laisser à l'une et à l'autre leur entière autonomie.

Le Congrès décida encore que:

“Il y a lieu pour le prolétariat organisé de s'emparer de toutes les municipalités partout où il sera possible de le faire, et, comme programme de revendications municipales, la Fédération nationale de Syndicats fera sien le programme élaboré, en 1891, au Congrès de Lyon par le Parti ouvrier français (guesdiste)”.

Relativement à la question agricole, le Congrès corporatif de Troyes adopta également le programme agricole socialiste élaboré par le Parti ouvrier français dans les Congrès de Marseille et de Nantes.

Entin, la Fédération, pour tâcher de rallier les anciens adhérents, et surtout pour empêcher des défections nouvelles, amnistia les syndicats en retard pour leurs cotisations et réduisit de moitié (à 50 centimes) la cotisation que chaque syndicat adhérent devait verser.

Rien n'y fit. La débandade s'accéléra.

La grève générale fut repoussée à l'unanimité. Naturellement, puisqu'il n'y avait pas de contradicteurs. Et le journal guesdiste de Lille, *le Réveil du Nord*, annonça ce résultat de la façon suivante:

LA GRÈVE GÉNÉRALE:

“Rappelons que l'idée grotesque de la grève générale qui n'avait obtenu qu'une voix dans le Congrès des Trades Unions de Cardiff, sur 60 délégués, ne même pas recueillie cette voix dans le Congrès de Troyes, où tous les centres industriels étaient représentés. Ce qui n'empêchera pas quelques fumistes de nous parler encore de grève générale”.

Ces critiques étaient peut-être un peu dures, à l'égard des membres de la Fédération, qui, non prévenus et n'ayant pas reçu d'instructions à cet égard, s'étaient permis de voter le principe de la grève générale, au Congrès de Marseille.

Léon de SEILHAC

“Les Congrès Ouvriers en France (1876-1897)”

Bibliothèque du Musée Social

Editeurs: Armand COLIN et compagnie

- 1899 -

Extrait constitué des pages 279 et 280
